

De la politique migratoire contradictoire des polices européennes

Un titre un peu obscur pour évoquer en vidéo une sorte de chassé-croisé entre une police française (la gendarmerie nationale) et une police belge (de la zone de Bruxelles-Midi). En effet quand l'une fait le choix de passer de la suite bureautique propriétaire *Microsoft Office* à la suite bureautique libre *OpenOffice.org*^[1] l'autre inverse le mouvement en faisant machine arrière.

Ces *flux migratoires* opposés sont décrits dans les deux reportages que nous avons reproduit ci-dessous. Même format (ne dépassant pas les deux minutes), même structure (voix off descriptive ponctuée par des entretiens d'un responsable des opérations) mais pas la même conclusion !

Nous les avons accompagnés de leur retranscription écrite histoire de mieux évaluer à froid les arguments et éventuellement d'ouvrir un petit débat dans les commentaires...

De Microsoft Office à OpenOffice.org



-> La [vidéo](#) au format webm

Un reportage réalisé par [Sia Conseil](#) et glané sur [YouTube](#).
Date : novembre 2006 (me semble-t-il).

Retranscription :

« Marie de Paris, ministère des finances, gendarmerie nationale, de plus en plus de services de l'État travaille sous logiciel libre. Un logiciel libre c'est l'inverse d'un logiciel propriétaire, quiconque en possède une copie a en

effet le droit de l'utiliser, le modifier, l'améliorer et le redistribuer. La suite bureautique de la gendarmerie nationale a ainsi entièrement migré sous Open Office. Un changement qui a mis fin au problème de communication entre les services informatiques des différentes agences de la sécurité intérieure.

– Les logiciels libres portent aujourd'hui les standards, c'est-à-dire des normes qui sont libres, ouvertes et que tout le monde peut utiliser. Ces normes là n'appartiennent pas à un industriel ou à un éditeur.

Autre avantage le libre permet de faire d'importantes économies, ce qui est loin d'être négligeable.

– Pour qu'un gendarme bénéficie de toutes les possibilités, on est obligé d'avoir un certain nombre de fonctionnalités. Si pour chaque fonctionnalité on fait appel à un logiciel particulier et qu'on paie la licence, au bout du compte ce sont des centaines de milliers de licences qu'on va être obligé d'acheter. Puisqu'aujourd'hui notre intranet, fin de l'année, est ouvert aux cent mille gendarmes. Donc si demain vous me vendez un logiciel même si il est génial et si vous me dites c'est cent euros par utilisateur ou cent euros par poste on a soixante-dix mille postes, ça veut dire que c'est déjà une facture de sept millions d'euros.

Un argument de poids qui n'a pas fini de séduire et dans le public et dans le privé. La fin du monopole des logiciels propriétaires est donc plus qu'annoncée. »

De OpenOffice.org à Microsoft Office

Un reportage glané sur [Microsoft Get the facts Belgique et Luxembourg](#). Date : non trouvée.

Retranscription :

« En fin d'année dernière, pour des raisons d'économie, la zone de police Midi choisissait Open Office pour ses traitements de textes et tableurs. Très rapidement, les agents

de police firent toutefois état de leur insatisfaction au sujet de ces nouvelles applications bureautiques. Ils se plaignaient par exemple de l'interface graphique du progiciel ou du fait qu'ils n'y retrouvaient pas toutes les fonctions qu'ils utilisaient dans Microsoft Office.

– Les choses se sont passées en douceur mais pas pour les utilisateurs qui n'étaient pas familiarisés avec l'interface graphique. Ils étaient incapables de trouver les applications ou les fonctions comme c'était le cas avec Microsoft Office.

Les agents de police ne sont pas des informaticiens et la plupart d'entre eux étaient plutôt désorientés dans le nouvel environnement de travail. Cela provoquait des pertes de temps du fait que tout le monde faisait sans cesse appel au helpdesk pour des explications.

– Nous recevions beaucoup plus d'appels parce que les utilisateurs n'appréciaient pas les fonctions, ne savaient où procéder à une copie, ce qu'il fallait faire dans telle ou telle circonstance. Nous savions vraiment beaucoup d'appels.

Aujourd'hui la zone de police Midi a installé Microsoft Office 2003, retrouvant, sur ses écrans, les applications bureautiques qui lui sont familières. Bien entendu, le coût total de propriété ne dépend pas uniquement du nombre de licences mais aussi des coûts de formation, de helpdesk et de développements sur la plate-forme de base. La convivialité et l'intégration aident les policiers à passer moins de temps en tâches administratives afin de pouvoir mieux servir les citoyens.

– On peut travailler plus rapidement du fait que tout le monde connaît l'application. Plus besoin d'appeler le helpdesk. On perd moins de temps. Les utilisateurs devraient travailler plus vite et plus indépendamment. Par ailleurs, le travail gagnera en qualité. »

Remarques (toutes) personnelles

Premier reportage sur la gendarmerie nationale :

- Microsoft n'est jamais citée
- Le réalisateur, Sia Conseil, n'est pas rattaché à une structure d'OpenOffice.org
- Il est dit : « *Un logiciel libre c'est l'inverse d'un logiciel propriétaire* » !
- Ce sont les arguments des standards et du prix qui sont avancés
- Aujourd'hui la gendarmerie nationale [va encore plus loin](#) en planifiant la migration du système d'exploitation Windows vers GNU/Linux (Ubuntu)
- L'école serait bien inspirée de prendre exemple sur la gendarmerie nationale

Second reportage sur la police de Bruxelles-Midi :

- Microsoft himself semble avoir réalisé le reportage
- L'argument des économies réalisées avec OpenOffice.org est repris en ouverture (par contre la question des standards est passée sous silence)
- Il n'est pas meilleur cadeau fait à Microsoft que de migrer brutalement sans formation et accompagnement
- Il est possible que les policiers rencontrent des difficultés similaires si ils décident de passer de Microsoft Office 2003 sous Windows XP à Microsoft Office 2007 sous Windows Vista
- Il est assez étonnant de voir des fonctionnaires de police (« *qui ne sont pas des informaticiens* ») participer à un publi-reportage
- À partir du moment où, étant revenu à Microsoft Office, tout se remet en ordre, on voit une voiture de police démarrer à toute allure puisqu'on a ainsi « *gagné du temps pour mieux servir les citoyens* ».
- Bruxelles vient tout récemment d'amender Microsoft à hauteur d'un milliard d'euros pour abus de position dominante (ce que l'on peut traduire par la tentative de tenir le plus longtemps possible l'utilisateur sous sa dépendance)

Notes

[[1](#)] J'en profite pour rappeler que le nom exact de la suite bureautique libre est bien *OpenOffice.org* et non *Open Office* ou *OpenOffice*.